

Cote du document: EB 2013/LOT/G.2
Date: 7 juin 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Benoît Thierry

Chargé de programme de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2234
courriel: b.thierry@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Recommandation d'approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable: Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique – Phase II	3
--	---

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 2 millions d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de recherche et de formation mené par le centre international ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable.
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable
Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique – Phase II
3. Les objectifs et la teneur de ce programme de recherche appliquée sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique vise les objectifs suivants: a) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; b) intensification des activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres qui sont mises en avant par ce groupe cible et en son nom; c) renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'appui aux ruraux pauvres; et d) amélioration de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information sur les questions liées à la réduction de la pauvreté rurale auprès des parties prenantes, au sein des régions et de l'une à l'autre.

6. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux résultats escomptés de la politique révisée du FIDA en matière de dons. Il a pour objectif de renforcer les capacités des institutions partenaires en faveur des pauvres, notamment les organisations à assise communautaire, afin de leur donner les moyens institutionnels dont elles ont besoin pour participer efficacement à la concertation sur les politiques au nom de leurs membres. Il appuie directement la collaboration que le FIDA a engagée avec les organisations paysannes dans le cadre du Forum paysan. Il met en outre l'accent sur la promotion de pratiques innovantes dans la région et sur la constitution d'un système solide de gestion des savoirs propre à encourager le partage de l'expérience et l'apprentissage entre les sous-régions et les pays de la région.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique – Phase II, accordera un don ne dépassant pas deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) à l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable, à l'appui d'un programme de cinq ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées dans le présent rapport.

Kanayo F. Nwanze
Le Président

Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable: Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique – Phase II

I. Contexte

1. Le Forum paysan est un processus de consultation et de dialogue partant de la base entre les organisations de petits agriculteurs et de producteurs ruraux, les gouvernements et le FIDA. Son objectif est de faire en sorte que les programmes de développement rural et de lutte contre la pauvreté profitent davantage à leurs membres moyennant leur autonomisation économique et sociale. Lancé en 2005 à l'issue de vastes consultations entre les parties prenantes et le FIDA, il tient tous les deux ans, à Rome (Italie), une réunion mondiale avec les États membres du FIDA à l'occasion de la session annuelle du Conseil des gouverneurs du FIDA.
2. Issu des consultations conduites avec un certain nombre de grandes organisations paysannes (OP) de la région, au cours de la période 2005-2006, le Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique (MTCP) a vu le jour en 2006. Sa première phase a débuté le 23 novembre 2009 et s'est terminée le 31 décembre 2012.
3. Après ces trois ans d'activité, l'exécution du MTCP est considérée comme assez satisfaisante. Dans l'ensemble, il a contribué à faire prendre davantage conscience de la nécessité d'intégrer les petits paysans et leurs organisations dans le processus de concertation sur les politiques à différents niveaux, et il a investi dans le renforcement des plateformes régionales, sous-régionales et nationales des OP. Cependant, un certain nombre d'enseignements en ont été tirés à son achèvement, notamment la nécessité d'un renforcement des OP afin qu'elles soient capables de participer efficacement à la concertation sur les politiques, ainsi que d'une amélioration de leur efficacité organisationnelle. Les liens entre les OP et les programmes de pays du FIDA seront renforcés afin de promouvoir le rôle qu'elles jouent dans le développement socio-économique en milieu rural. À cet égard, les OP nationales et leurs réseaux régionaux proposent une deuxième phase du MTCP. Cette deuxième phase est conçue sur la base de l'expérience acquise et des enseignements tirés à l'occasion de la première phase. En outre, des innovations seront recherchées en ce qui concerne les approches et les processus adoptés.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Les OP de la région Asie et Pacifique jouent un rôle de plus en plus actif dans le développement économique rural, s'attaquant aux défis liés à la réduction de la pauvreté rurale, à l'amélioration de la sécurité alimentaire, à la promotion d'opportunités de développement aux petits exploitants et au développement de filières agro-alimentaires. Leur vocation principale est de représenter les intérêts d'un large éventail de producteurs appartenant à différentes catégories socio-économiques, de leur permettre de faire valoir leurs vues et leurs attentes dans le processus de décision et de fournir divers services à leurs membres. La capacité des OP à exercer une influence dans les consultations sur les politiques n'en est toutefois encore qu'à ses premiers pas. Un renforcement institutionnel et opérationnel est nécessaire pour leur permettre d'accroître leur efficacité et d'être reconnues comme des acteurs clés du développement socio-économique aux niveaux national, sous-régional et régional.

III. Le programme proposé

5. L'objectif global du programme est de contribuer à réduire la pauvreté dans la région Asie et Pacifique en renforçant les capacités des populations rurales pauvres et de leurs organisations afin de leur permettre d'améliorer leurs moyens d'existence et d'exercer un impact socio-économique positif sur le développement rural. Ses objectifs spécifiques sont de renforcer les capacités des OP de la région en matière de participation active aux consultations sur les politiques intéressant les petits producteurs ruraux aux niveaux national, sous-régional et régional, ainsi que de fournir des services améliorés et inclusifs aux ruraux pauvres.
6. Le groupe cible se compose de ruraux, hommes et femmes, exerçant des activités agricoles ou non dans la région Asie et Pacifique, ainsi que d'organisations coopérant au développement agricole et rural, fermement résolues à représenter et à promouvoir les intérêts des agriculteurs, et dont les politiques et les services s'adressent aux petits exploitants les plus modestes.
7. Le programme, qui se déroulera sur cinq ans, comportera quatre composantes principales:
 - 1) Renforcement des OP et de leurs réseaux;
 - 2) Participation des OP à la concertation;
 - 3) Prestation de services de la part des OP et participation de celles-ci aux programmes de développement agricole; et
 - 4) Gestion et coordination du programme.

IV. Résultats et avantages escomptés

8. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
 - i) Les capacités institutionnelles et opérationnelles des OP sont effectivement renforcées en fonction de leur rôle dans le processus politique et des services qu'elles offrent à leurs membres.
 - ii) Les intérêts des petits exploitants sont promus et leurs préoccupations sont prises en considération dans les processus politiques pertinents grâce au renforcement des capacités des OP.
 - iii) Les OP renforcées offrent des services efficaces en faveur des pauvres et participent activement au développement agricole et rural, en complémentarité le cas échéant avec les opérations du FIDA.

V. Modalités d'exécution

9. Le programme mettra à profit le dispositif administratif de la première phase. En conséquence, il poursuivra les deux programmes sous-régionaux interdépendants concernant l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est (plus la Chine), auxquels il ajoutera lors de cette deuxième phase un troisième sous-programme pour le Pacifique¹. Le bénéficiaire du don sera l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable, qui exécutera le programme à titre d'agent régional d'exécution, en partenariat avec La Via Campesina (LVC). Une petite unité régionale de liaison sera établie. Une OP sera désignée dans chaque sous-région comme agent d'exécution du sous-programme correspondant. Une OP sera sélectionnée parmi les OP nationales participantes pour l'exécution du programme au niveau national.

¹ Asie du Sud: Bangladesh, Inde, Népal, Sri Lanka (le Pakistan et l'Afghanistan seront pris en considération ultérieurement).

Asie du Sud-Est: Cambodge, Indonésie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Viet Nam, (la Malaisie sera prise en considération ultérieurement).

Pacifique: Fiji, Samoa, îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Îles Cook (la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Kiribati, les Îles Marshall, Nauru, Niue et les Tuvalu seront pris en considération ultérieurement).

10. L'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable rendra compte au FIDA de la bonne exécution des décaissements, des rapports et des audits concernant l'utilisation des ressources provenant du don.
11. Les fonds seront virés à l'Association conformément aux dispositions de l'accord de don. En qualité d'agent régional d'exécution, l'Association des agriculteurs d'Asie pour leur développement rural durable accordera des fonds aux agents sous-régionaux d'exécution sur la base de leurs plans de travail et budgets annuels approuvés. Les décaissements se feront par l'intermédiaire du mécanisme de fonds renouvelable. La deuxième avance et les suivantes seront consenties sur justification de l'utilisation de l'avance précédente. Le bénéficiaire du don présentera au FIDA chaque année, entre autres conditions de décaissement, des états financiers consolidés et vérifiés.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

12. L'exécution du programme se déroulera sur une période de cinq ans. Le coût total du programme est estimé à 14 178 000 USD. Environ 21% pour la composante 1; 28% pour la composante 2; 37% pour la composante 3; et 13% pour la composante 4 (gestion du programme et coordination).
13. Les dépenses du programme seront cofinancées par la Division Asie et Pacifique pour un montant équivalant à 1 500 000 USD et par la Division des politiques et du conseil technique pour un montant équivalant à 500 000 USD (soit 14% du coût total), qui constitueront le financement de base pour les trois premières années de la deuxième phase. L'Union européenne cofinancera plusieurs dons pour un montant total de 5 000 000 USD (soit 35% du coût total). Des bailleurs de fonds supplémentaires (Japon, République de Corée, Australie, Nouvelle-Zélande et organismes de développement agricole) seront identifiés pour cofinancer le programme à concurrence de 7 178 000 USD (51% du coût total). Bien que la contribution des OP participantes soit très précieuse, elle ne figure pas encore dans le financement total du programme. Cette contribution sera fournie principalement en nature, au titre des catégories de dépenses suivantes: salaires et appui administratif, pour un montant équivalant à environ 500 000 USD.

Récapitulatif du budget et du plan de financement (en USD)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement*</i>
1	Salaires et indemnités	534 000	476 000
2	Frais de voyage	102 000	4 808 000
3	Suivi et évaluation, gestion des connaissances*	120 000	158 000
4	Recherches, études et publication	165 000	1 029 000
5	Services publics et appui logistique	210 000	217 000
6	Examen, atelier et formation	869 000	3 570 000
	Assistance technique		1 920 000
	Total	2 000 000	12 178 000

* S'il y a lieu.

Results-based logical framework

Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
A. STRATEGIC GOAL			
To contribute to the poverty alleviation in Asia and the Pacific Region through strengthened capacities of the rural poor and their organisations that leads to improved livelihoods and positive socio-economic impacts in the rural development	<ul style="list-style-type: none"> - Increased pro-poor policies adopted by national and sub-regional institutions - increased relevant national and regional regulations or guidelines adopting proposals or contributions from the FO forums. 	<ul style="list-style-type: none"> - Reports by FO forums at related levels - Regulations and guidelines published and reported 	Regional, sub-regional and national policy makers and influencers continue to include poverty alleviation and poor-poor rural and agriculture development as part of their strategic objectives
B. PROGRAMME DEVELOPMENT OBJECTIVES			
To strengthen the farmers' organizations in Asia and the Pacific Region in their capacities of engaging active policy consultations related to the rural smallholders' interests at national, sub-regional and regional levels, and to provide improved and inclusive services to the rural poor	<ul style="list-style-type: none"> - Strengthened national FO forums effectively ensuring regular position of representation in the mainstream of national policy dialogue - Increased number of proposals related to farmer interests incorporated by the FO forums in the sub-regional and regional policy processes 	<ul style="list-style-type: none"> - Progress reports - Official documents - Policy papers 	<ul style="list-style-type: none"> - Favourable overall political environment, e.g. no major conflicts - Policy makers are open to dialogue with FOs - FOs are strengthened up to the level of competence and gain recognition
C. OUTPUTS			
<ul style="list-style-type: none"> - Institutional and operational capacities of the FOs are effectively strengthened in correspondence with their roles and functions in policy process and services to the members - Smallholder farmers' interests are promoted and their concerns are addressed in related policy process thanks to the strengthened capacities of the FOs - Strengthened FOs providing effective pro-poor services and actively participating in agriculture and rural development, in complement with IFAD country programmes' interventions where applicable 	<ul style="list-style-type: none"> - At least 120 FOs that undergone an organizational review with strategic development plan made. - At least 20 million of farmer members served and represented by the strengthened FOs - At least 15 formal partnerships and alliances the FO forums take part in - At least 15 joint policy actions the FO forums took with other stakeholders - At least 100 FOs reporting agri-business development service in their org structure - At least 30 FOs reporting participation in more than two value chain sectors - 15 FOs reporting success in certified product or production - 25% of women and youth in incremental increase of membership since start-up - 15 of issues introduced by the FO forums and adopted by the policy makers, disaggregated by levels, themes - 30 regular representation seats in policy consultation platforms - At least 18 FOs participating in IFAD country programme implementation, by country and by areas of intervention - At least 7 countries where IFAD country programmes incorporate FO as partner in the project design 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme progress reports - Sector or value chain studies - Government reports and publications - IFAD project progress reports in related country programmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Motivation of Farmers' Organisations to collaborate, maintain and expand their joint activities - Common issues of importance to all the participants are identified - Agreement on the composition of the Steering Committee at different levels is achieved

9